

# écco



EDITION FRANCAISE

*ECO est publié par les Organisations non gouvernementales depuis la Conférence environnementale de Stockholm en 1972. Cet exemplaire est produit de façon collective par les groupes du Réseau Action Climat mondial présents à COP13 - MOP3, Bali, Décembre 2007.*

## Bali : feuille de route ou sortie de route ?

Au-delà de l'ambiance luxueuse des négociations de Bali, des réceptions ministérielles foisonnantes, où l'on parle à tout va de prendre le leadership, il existe un monde réel, un monde où les émissions de CO<sub>2</sub> et les concentrations de gaz à effet de serre augmentent plus vite que jamais, un monde où les sécheresses empirent et où la mer de glace arctique disparaît plus rapidement que ce qui avait été imaginé.

Arrêtons-nous une minute pour digérer cela : selon les projections, dans six ans, la mer de glace arctique, jusqu'ici pérenne pendant l'été, pourrait disparaître comme beaucoup d'espèces et d'écosystèmes qui en dépendent. Un tel changement n'était même pas imaginable il y a 10 ans, quand Kyoto a été adopté. Il n'est même pas prévu dans le 4<sup>e</sup> rapport du GIEC, rapport que l'Arabie Saoudite a eu tant de mal à accueillir.

Revenons à présent dans le monde de la feuille de route de Bali, avec ces groupes de pression en faveur des énergies fossiles, sirotant tard dans la nuit un cocktail avec les délégués, lors de soirées organisées sur la plage. Il ne manque que deux invités : le sens de l'urgence et une date butoir pour sauver la planète.

Certains ministres de l'Environnement ou chefs d'Etat semblent saisir cette urgence et parfois agissent. Le ministre Gabriel a rappelé qu'il souhaitait que cette conférence débouche sur un succès et qu'« une réduction de 30% pour 2020 devrait être acceptée par toutes les nations industrial-

sées du monde, y compris par nos amis et collègues des Etats-Unis ». L'Allemagne s'est engagée à réduire de 40% ses émissions pour 2020, par rapport à 1990.

Certains pourraient espérer que l'administration Bush, qui avance encore à petits pas dans cette COP, change de tactique en cours de route. Souriant gentiment et déclarant vouloir un accord pour 2009, les USA sont en train de tuer les éléments clés qui pourraient mener à une issue positive de Bali. Ils bloquent les accords alors que les décisions sont sur le point d'être adoptées, ils détruisent la confiance lorsque les choses semblent s'améliorer, ils essaient de couler le texte relatif au transfert de technologies et aux financements et de bloquer les décisions sur la déforestation, juste pour le plaisir ! Et cela, tout en proposant des actions de réduction de leurs émissions plus faibles et moins ambitieuses que celles qu'ils proposent aux pays en développement d'adopter ! Cette administration emprunte un chemin dangereux : il est à craindre qu'elle ne laisse derrière elle qu'une coquille vide, destinée à être remplie par des pacotilles d'initiatives volontaires.

Le Premier ministre australien Rudd a déclaré que son gouvernement avait ratifié Kyoto parce que « nous pensons que le changement climatique représente l'un des plus grands défis moral, environnemental et économique de notre époque ».

*(Suite au verso)*

## Technologies : l'envol du Phoenix ?

Après la débâcle des négociations sur le transfert de technologies (TT) mardi soir, ECO est soulagé de voir le Président de la COP les ressusciter. Les ministres et les Parties doivent maintenant travailler ensemble vers un résultat positif.

Les besoins en financement et en investissement dans les PED ont été soulignés dans le rapport de l'UNFCCC présenté en août. Selon ce rapport, un retour des émissions mondiales de GES au niveau actuel en 2030 nécessiterait des investissements à hauteur de 200 à 210 milliards de dollars. A cela, il faut ajouter des dizaines de milliards pour l'adaptation. Bali doit donc envoyer un signal clair sur le TT, notamment pour le post-2012.

Un « non-papier » proposé par le FEM vient à nouveau ébranler la confiance entre les Parties (sans parler des résultats des récentes réunions sur le commerce). Un nouveau fonds sur les technologies, géré par le FEM, a été proposé. Si les termes de référence sont alléchants, ECO reste prudent. Ce fonds pourrait être une usine à gaz et faire l'objet de négociations bureaucratiques sans fin sur des questions opérationnelles, sans que des financements voient le jour pendant cette période. Ce dont on a besoin, c'est d'un instrument qui attire le secteur privé.

Le processus de la Convention devrait inclure des négociations sur la création d'un nouveau cadre international pour financer le transfert de technologies. Des propositions sur un tel cadre devront être soumises début 2008 et un atelier sera organisé juste après.

Pour le moment, le programme de travail du SBI doit être approuvé, en mettant l'accent sur les questions soulevées dans le ECO d'hier (mécanismes innovants, implication d'experts du secteur privé à travers des panels, indicateurs de performance sur les examens, respect des obligations, etc.). Il est vraiment temps (mais ECO commence à radoter !) que le TT se mette en marche !

(Suite article page 1, colonne 1)

Il a ajouté « Il n'y a pas de Plan B. Il n'y a pas d'autre planète, sur laquelle nous pourrions nous réfugier. Nous n'avons que celle-ci, et nous ne pouvons pas agir seul. Alors allons-y tous ensemble ». Pour ECO, cela demande de soutenir fortement au niveau de la Convention et le Protocole une réduction de 25 à 40% des émissions d'ici 2020. Nous sommes déjà en retard, nous aurions dû commencer hier !

ECO a aussi apprécié les propos du Ministre Van Schalkwyk, d'Afrique du Sud : « Si nous voulons un accord conclu en 2009, nous devons nous mettre d'accord cette semaine sur la feuille de route, et celle-ci doit placer la barre haut, pour tous. En tant que pays en développement, nous mettrons en place d'ambitueuses actions de réduction de nos émissions. L'Afrique du Sud contribuera à son niveau et assumera sa part de responsabilité pour le futur. Nos actions seront mesurables, démontrables et vérifiables. La science nous dit que nous n'avons plus le temps d'agir, il n'y a donc plus d'excuse à l'inaction, ni pour les pays en développement, ni pour les pays industrialisés ».

## Qu'en est-il des émissions forestières de l'Annexe I ?

On a beaucoup parlé de la forêt dans cette COP mais une question est restée obscure : celle des émissions issues de la foresterie et de l'utilisation des terres dans les pays Annexe I. Le mécanisme REDD proposé encourage les pays en développement à réduire la déforestation tropicale et la dégradation des stocks de carbone. Les forêts tempérées et boréales ainsi que les tourbières captent des quantités importantes de carbone.

Brendan Mackay, professeur à l'Université Nationale d'Australie a présenté des résultats indiquant que les stocks de carbone dans les forêts naturelles sont grandement sous-estimés par les inventaires nationaux et sont beaucoup plus importants que dans des plantations gérées. Samedi, des nouvelles cartes ont été communiquées par une coalition américaine et canadienne montrant la distribution des 186 000 millions de tonnes de carbone stockées dans les forêts boréales canadiennes et les tourbières.

La foresterie et les autres activités industrielles dans ces écosystèmes dégradent ces importants stocks de carbone et le relarguent dans l'atmosphère. Les règles actuelles du LULUCF n'ont pas réussi à prendre en compte toutes les émissions anthropiques issues des différentes utilisations des terres.

ECO espère que l'examen des règles dans le cadre de l'Article 9 et le Groupe de travail spécial va remédier à ces déficiences et encourager les pays de l'Annexe I à réduire la dégradation des stocks de carbone dans leurs forêts naturelles et autres écosystèmes.

### REMERCIEMENTS

Le RAC-F remercie le MEDAD, la Fondation Prince Albert II de Monaco et tous ceux qui ont participé à la rédaction de ce numéro : M. Créach, D. Vandaele, A. Chetaille, B. Faraco et l'équipe de ECO anglais. ECO en français est disponible sur : [www.rac-f.org](http://www.rac-f.org)

## Les US CONstructifs

Il y a quelques mois, lors de la réunion de New York, les chefs d'Etats se sont engagés à venir à Bali dans un esprit constructif pour aboutir à un accord. Le président Bush n'avait pas fait le déplacement, mais il avait tout de même affirmé qu'il souhaitait aussi que Bali soit un succès.

Comment construit-on un accord ? Certainement par un échange de bons procédés : chaque Partie obtient les choses dont elle a besoin et en abandonne d'autres. Depuis le début, il est clair que l'accord de Bali devra être construit autour des 4 « piliers » : réduction des émissions, adaptation, transfert de technologies et finances. Enlevez un de ces piliers et l'équilibre de l'accord s'écroule...

Alors, pourquoi les USA sont-ils à ce point bornés sur le transfert de technologies ? Ils racontent à qui veut l'entendre qu'ils ne sont pas d'accord avec la proposition de rachat des droits de propriété intellectuelle, alors qu'il y a certainement là une idée à creuser.

Dans certains cas, faire croire que l'on veut un accord est plus important que l'accord lui-même ! Après tout, si vous apparaissez constructifs – alors que vous franchissez allégrement toutes les lignes rouges – n'est-ce pas la même chose que de ne pas être constructif du tout ? Et si ce sont les autres pays qui se braquent et n'acceptent pas le paquet final, n'est-ce pas de leur faute si les négociations échouent ?

Supposons qu'un pays espère voir Bali rester dans l'impasse. Si, au lieu d'être mis au ban des négociations, il arrive à se dissimuler derrière les autres pour faire croire que ce n'est pas de sa faute, alors nous échouons loin d'un accord...

La feuille de route de Bali est essentielle. Il faut maintenant que les USA cessent leur petit jeu. Si certains pays continuent à prendre à la légère cette tentative de sabordage que sont les rencontres des grandes économies (MEM) organisées par les Etats-Unis, on risque de perdre beaucoup... !



### FOSSILE

Les **Etats-Unis** ont failli rafler la mise !

Fossile d'or pour avoir refusé que le projet de texte sur le TT dans le SBSTA soit transféré à la COP et avoir ainsi bloqué le consensus.

Ils partagent la 2<sup>e</sup> place du podium avec le **Canada** pour avoir retiré des éléments de langage essentiels dans le Dialogue (niveau de réduction d'émissions pour les pays industrialisés d'ici 2020 et nécessité d'un pic des émissions d'ici 10-15 ans).

Les **Etats-Unis** gardent la 3<sup>e</sup> place pour avoir une nouvelle fois bloqué le consensus dans les négociations du SBSTA sur la REDD : demande de retrait du paragraphe liant la REDD à la feuille de route de Bali et d'une référence plus large de la déforestation et de la dégradation aux questions d'utilisation des terres.

© Chappatte - [www.globecartoon.com/dessin](http://www.globecartoon.com/dessin)